

ARRETE PREFECTORAL N° 2013 116_0022
PORTANT COMPLEMENT A L'AUTORISATION ACCORDEE
PAR ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 17 août 1988
AU TITRE DES ARTICLES L.214-3 et R.214-17 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT LE BARRAGE DE BOURGES L-32-144-002
COMMUNES DE GAZAX-ET-BACCARISSE et LOUSLITGES

Le Préfet du Gers,

VU le code de l'environnement ;

VU le code Civil, et notamment ses articles 1382, 1383, 1384, 1386, 1792 et 2270 portant sur la responsabilité du propriétaire d'un ouvrage ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié par l'arrêté du 16 juin 2009, fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) « Adour-Garonne » approuvé le 1er décembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 août 1988, de l'Institution Adour représenté par son Président, autorisant la construction et l'exploitation du barrage de Bourges;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 30 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 août 1988 nécessitent d'être actualisées au regard des dispositions du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 et de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 ;

CONSIDERANT que la hauteur de l'ouvrage est de 12 mètres pour un volume de 0,53 millions de mètres cubes, au sens des dispositions de l'article R 214-112 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet du présent arrêté qui lui a été transmis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gers ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

Le présent arrêté fixe les prescriptions au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques pour le barrage de Bourges appartenant à l'Institution Adour représenté par son Président.

Il est référencé L-32-144-002 et implanté à l'adresse suivante ; « Bourges » communes de Gazax-Et-Baccarisse et Louslitges.

L'exploitant de cet ouvrage est l'Institution Adour représenté par M. le Président sis Conseil Général des Landes 40025 Mont-De-Marsan, dénommé ci-après «l'exploitant».

ARTICLE 2 : CLASSEMENT DU BARRAGE

Les caractéristiques de l'ouvrage :

- Hauteur par rapport au terrain naturel = 12 mètres.
- Ratio $H^2 \sqrt{V} = 104,834$

avec :

« **H** » : hauteur de l'ouvrage exprimée en mètres et définie comme la plus grande hauteur mesurée verticalement entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel à l'aplomb de ce sommet (12 m).

« **V** » : volume exprimé en millions de mètres cubes et défini comme le volume retenu par le barrage à la cote de retenue normale (0,53 Mm3).

font que le barrage de Bourges situé sur les communes de Gazax-Et-Baccarisse et Louslitges nommé ci-après "l'ouvrage" relève de la **classe C**.

ARTICLE 3 : INFORMATIONS RELATIVES A LA SECURITE DE L'OUVRAGE

Le barrage de Bourges est rendu conforme aux dispositions des articles R.214-122 à R.214-124, R.214-133 à R.214-135 du Code de l'Environnement et précisées par l'arrêté ministériel du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution (ou mise à jour) du dossier et du registre de l'ouvrage ainsi que l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
- production et transmission pour approbation par le Préfet du Gers (service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques DREAL Midi-Pyrénées) des consignes écrites, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.
- transmission au Préfet du Gers (service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques DREAL Midi-Pyrénées) du rapport de surveillance, dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les cinq ans.
- transmission au Préfet du Gers (service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques DREAL Midi-Pyrénées) du rapport d'auscultation, dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les cinq ans.
- transmission au Préfet du Gers (service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques DREAL Midi-Pyrénées) du compte-rendu de la dernière visite technique approfondie, dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les cinq ans.

ARTICLE 4 : INCIDENTS, ACCIDENTS

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage et ses installations annexes, et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 est déclaré dans les meilleurs délais, dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 du Code de l'Environnement, au Préfet (DDT, service chargé de la police de l'eau et DREAL Midi-Pyrénées, service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques) et aux maires intéressés.

ARTICLE 5 : CESSION ET CESSATION D'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE

En cas de transfert du bénéfice de la présente autorisation, à une personne autre que celle qui bénéficie du présent arrêté, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet (DDT, service chargé de la police de l'eau et DREAL Midi-Pyrénées, service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques), dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau responsable et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

La cessation définitive de l'exploitation de l'ouvrage fait l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet (DDT, service chargé de la police de l'eau et DREAL Midi-Pyrénées, service chargé du Contrôle de la Sécurité des Ouvrages Hydrauliques), dans le mois qui suit la cessation définitive. Il est donné acte de cette déclaration.

Le Préfet peut en tant que de besoin et afin de garantir les intérêts fixés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement, imposer des prescriptions additionnelles liées aux modalités de cessation de l'exploitation proposée par l'exploitant.

ARTICLE 6 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 7 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie des communes de Gazax-Et-Baccarisse, Louslitges, Peyrusse-Vieille, Saint-Pierre d'Aubézies, Couloumé-Mondébat, Castelnavet, Loussous-Débat, Aignan, Sabazan, Bétous, Bouzon-Gellenave, Sorbets, Sion, Urgosse, Nogaro, Caupenne d'Armagnac, Salles d'Armagnac, Sainte-Christie d'Armagnac, Laujuzan, Panjas, Monlezun d'Armagnac, Maupas, Monguilhem, Toujouse, Castex d'Armagnac, Lannemaignan dans le Gers et de Montégut, Arthez d'Armagnac, Le Freche, Villeneuve de Marsan, Saint Cricq Villeneuve dans les Landes, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie du présent arrêté sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la DDT pendant une durée d'au moins 6 mois.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département du Gers.

ARTICLE 9 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement ;

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mirande,

MM. les Maires des communes de Gazax-Et-Baccarisse, Louslitges, Peyrusse-Vieille, Saint-Pierre d'Aubézies, Couloumé-Mondébat, Castelnavet, Loussous-Débat, Aignan, Sabazan, Bétous, Bouzon-Gellenave, Sorbets, Sion, Urgosse, Nogaro, Caupenne d'Armagnac, Salles d'Armagnac, Sainte-Christie d'Armagnac, Laujuzan, Panjas, Monlezun d'Armagnac, Maupas, Monguilhem, Toujouse, Castex d'Armagnac, Lannemaignan dans le Gers et de Montégut, Arthez d'Armagnac, Le Freche, Villeneuve de Marsan, Saint Cricq Villeneuve dans les Landes,

M. le Directeur Départemental des Territoires du Gers,

M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,

M. le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

M. le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

M. le commandant du Groupement de gendarmerie du Gers,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le

26 AVR. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christian CHASSAING

